

DÉPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
COMMISSION PERMANENTE

SÉANCE DU 2 mars 2026

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

DIRECTION : Direction adjointe ASE

SERVICE : Service offre, qualité, référent des autorisations et de la tarification des établissements

N° 1.11

OBJET : Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens 2026-2030 de la prévention spécialisée du CCAS de FECAMP et de l'AHAPS

La politique en matière de prévention spécialisée relève du Département, ce dernier étant chef de file des politiques d'action sociale et de protection de l'enfance.

La mission de prévention spécialisée, dont la finalité est d'agir sur les phénomènes d'exclusion sociale et de favoriser la promotion sociale des jeunes et des habitants, est confiée à des services autorisés et habilités par l'aide sociale à l'enfance.

En 2017, suite à un transfert de compétences intervenu dans le cadre de la Loi « MAPTAM », une partie des services de la prévention spécialisée a été confiée à la Métropole Rouen Normandie. Ainsi, trois gestionnaires continuent de porter des services de prévention spécialisée dont l'autorité administrative et de tarification demeure sous la responsabilité du Département :

- L'AHAPS pour les communes du Havre, Montivilliers et Bolbec / UTAS Le Havre – Pointe-de-Caux,
- L'association Foyer Duquesne pour la commune de Dieppe / UTAS Dieppe-Neufchâtel-en-Bray,
- Le CCAS de Fécamp pour la commune de Fécamp / UTAS Entre Seine et Mer.

Depuis 2022, les instances ont réaffirmé le cadrage départemental et les orientations souhaitées pour la prévention spécialisée. Celles-ci s'inscrivent dans les attendus de la loi n°2022-140 du 7 février 2022 et les priorités départementales en matière de prévention et de protection de l'enfance.

Ces services relevant du champ d'application des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) ont fait l'objet d'une autorisation en 2007, renouvelée en 2022 pour 15 ans et d'un conventionnement tripartite jusqu'en 2025.

Le financement de la prévention spécialisée se fait sous la forme d'une dotation globale annuelle augmentée de la participation de chacune des cinq communes sur lesquelles interviennent ces services. Il est proposé que les modalités de collaboration entre ces opérateurs, les communes d'intervention et le Conseil départemental de la Seine-Maritime soient dorénavant régies non plus par un conventionnement mais par un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour

les années 2026 à 2030.

Il fixe également les règles en matière de tarification et reprend le principe du cofinancement municipal de chacune des 5 communes concernées par les interventions sur les communes du Havre, Montivilliers, Bolbec, Dieppe et Fécamp.

Cette volonté de coopération s'inscrit dans un contexte législatif relatif à la protection de l'enfant en évolution (article 8 de la loi du 7 février 2022) et le schéma unique des solidarités adopté en décembre 2023 affirmant l'engagement du Département dans l'accompagnement des parcours de vie et la priorité donnée à **une prévention la plus en amont possible**.

Ainsi, la prévention spécialisée met en œuvre des modalités d'intervention spécifiques, adaptées aux réalités de terrain notamment :

- le travail de rue et la présence sociale dans les espaces publics avec des horaires parfois atypiques ;
- l'accompagnement social et éducatif individualisé ;
- les actions collectives à visée éducative, sociale et citoyenne ;
- les actions collectives de quartier favorisant le lien social et la participation des habitants ;
- ainsi que toute autre forme d'intervention innovante ou partenariale permettant de répondre aux objectifs de prévention spécialisée et de soutien à la jeunesse.

Les axes de travail des missions de la prévention spécialisée auprès des jeunes, également soulignés lors de la Mission d'Information et d'Evaluation (MIE), s'articulent à ce jour majoritairement sur :

- La lutte contre la prostitution des mineurs ;
- La formation des 16 - 18 ans ;
- Le soutien à la parentalité (en particulier pour les parents d'adolescents) ;
- L'accompagnement des jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

La trame du CPOM 2026-2030 commune aux 3 structures susvisées en charge de la prévention spécialisée prévoit 7 fiches actions à réaliser sur la durée de 5 ans du CPOM :

- Fiche action 1 : Promouvoir les actions de la prévention spécialisée comme facilitateur d'une ouverture citoyenne, culturelle et sociale des jeunes
- Fiche action 2 : Améliorer le repérage et l'orientation des jeunes en situation de vulnérabilité
- Fiche action 3 : Adapter les pratiques professionnelles à l'évolution des besoins du public : ouverture à l'espace numérique
- Fiche action 4 : Harmoniser et actualiser les rapports d'activité
- Fiche action 5 : Réviser le référentiel départemental de la prévention spécialisée
- Fiche action 6 : Établir une cartographie des partenariats de la prévention spécialisée vers lesquels sont orientés les jeunes pour leur venir en soutien
- Fiche action 7 : Consolider l'implication des acteurs de la prévention spécialisée dans la gouvernance départementale et territoriale

A partir des éléments supra et des spécificités de chaque territoire, il vous est proposé le CPOM 2026-2030 de la prévention spécialisée pour le CCAS de FECAMP et celui de l'AHAPS pour une mise en application rétroactive à partir du 1er janvier 2026 pour la continuité des actions de prévention spécialisée sur les territoires de Fécamp, du Havre, Montivilliers et Bolbec.

En conclusion, il vous est proposé d'approuver le dispositif de délibération annexé au présent rapport.